



Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr

NOTE D'ORIENTATION TECHNIQUE

Opportunités d'emplois verts

Opportunités de création d'emplois et entrepreneuriat pour les femmes dans la transition verte au Sénégal

Cette Note d'Orientation Technique sert à mettre en évidence et à promouvoir des solutions d'emploi vert sensibles au genre qui correspondent à la situation du Sénégal. En outre, il vise à recommander aux responsables gouvernementaux que l'agriculture, la sylviculture, l'énergie et la gestion des déchets apparaissent comme les quatre secteurs les plus prometteurs pour la création d'emplois verts et sont étroitement liés dans le contexte du Sahel et de l'initiative de la Grande Muraille Verte.

La transition mondiale vers une économie verte devrait générer un nombre substantiel de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes, en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde. Le passage à un environnement durable devrait générer 24 millions d'emplois à l'échelle mondiale au cours des deux prochaines décennies. En conséquence, plusieurs plans stratégiques ont été mis en œuvre pour faciliter la transition vers une reprise verte, y compris un engagement renouvelé pour faire avancer l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV) dans la région du Sahel. L'initiative de la Grande Muraille Verte vise à créer 10 millions d'emplois grâce à la transition écologique. Pour exploiter pleinement le potentiel de l'économie verte, il est important de placer les femmes au premier plan de la transition verte. Cependant, les femmes sont confrontées à des obstacles microéconomiques, structurels et culturels, ainsi qu'à des obstacles au développement des entreprises et aux effets du changement climatique, qui les empêchent de bénéficier pleinement de la transition vers une économie verte.

L'économie verte est essentielle au développement économique du Sénégal, car le pays est fortement touché par la dégradation de l'environnement et le changement climatique et sa population est fortement dépendante des ressources naturelles. Le gouvernement du Sénégal travaille activement pour éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes et promouvoir une économie verte grâce à différents plans et programmes nationaux. Davantage de politiques publiques sont nécessaires pour cibler spécifiquement les principaux obstacles qui freinent l'activité des femmes dans l'économie verte tout en les aidant à accéder aux opportunités d'emplois verts, de financement vert et de création d'entreprises vertes. D'une part, il existe des politiques visant à promouvoir l'économie verte, et d'autre part, il existe des politiques distinctes liées au genre, ce qui indique une approche cloisonnée. Par conséquent, il y a un manque de politiques publiques qui ciblent spécifiquement les principaux obstacles à la participation des femmes à l'économie verte en accédant à des emplois verts et/ou en créant des MPME vertes.

Les femmes sénégalaises sont confrontées à d'importantes barrières structurelles et culturelles qui les empêchent de profiter pleinement de la transition vers une économie verte. Les principaux obstacles peuvent être résumés comme un accès limité à la terre, au financement, à l'infrastructure et à la technologie, à la formation et à l'éducation, ainsi qu'à l'information. Pour tirer pleinement parti du potentiel de l'économie verte et réduire les inégalités entre les sexes, les femmes doivent être placées au centre de la transition verte.

Cette note a pour objectif d'éclairer l'élaboration de politiques visant à promouvoir la création d'emplois et d'entrepreneuriat verts sensibles au genre au Sénégal. Ces résultats font partie d'une étude menée par ONU Femmes et l'UNCCD dans deux pays d'Afrique de l'Ouest - le Burkina Faso et le Sénégal - dans le but d'informer les politiques visant à promouvoir l'entrepreneuriat vert sensible au genre.

1. Initiative de la Grande Muraille Verte

L'initiative de la Grande muraille verte vise à restaurer les paysages dégradés de la région du Sahel, avec pour but ultime d'avoir un impact positif sur des millions de vies sur le continent.¹

Au Sénégal, l'initiative de la Grande Muraille Verte couvre les régions administratives de Saint Louis, Matam, Louga, et le département de Bakel (Tambacounda).²

Le Programme Intégrateur de la Grande Muraille Verte (PIG-MV) a été créé pour la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte dans le pays.³

Il a pour objectif d'accélérer le développement des régions en respectant les aspects suivants :

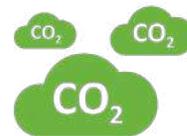
- **Protéger** et restaurer l'équilibre des écosystèmes en augmentant la productivité de l'agriculture et de l'élevage, préserver la biodiversité et renforcer la résilience de l'économie de la zone du Sahel aux effets du changement climatique ;
- **Améliorer** la sécurité alimentaire des populations locales en développant les chaînes de valeur ;
- **Augmenter** les réserves de dioxyde de carbone des sols et diminuer la pression des migrations en créant des opportunités économiques pour la population, tout particulièrement pour les jeunes et les femmes.

L'ambition de l'initiative au Sahel :



Restaurer **100 millions** d'hectares de terres actuellement dégradées pour tous les 11 pays

capter **250 millions** de tonnes de carbone



générer **10 millions** d'emplois pour un environnement durable d'ici 2030

Figure 1. Ce graphique présente la stratégie transversale du Sénégal.



2. Le gouvernement du Sénégal a fait de la transition vers une économie verte et inclusive une priorité

L'engagement du pays trouve ses racines dans la conviction qu'un environnement naturel sain avec ses services écosystémiques constitue le fondement d'un développement durable et inclusif pour la **résilience climatique, l'autosuffisance alimentaire et le bien-être des générations actuelles et futures**. Cette perspective se retrouve également dans le cadre stratégique général du Sénégal⁴:

- le Plan Sénégal Émergent (PSE)⁵
- le Plan Sénégal Émergent Vert (PEV)⁶
- la Stratégie Nationale pour la Promotion des Emplois Verts⁷
- la Lettre de politique du secteur de l'Environnement et du Développement durable 2022-2026 intégrant le Genre et Economie verte.

Ce cadre stratégique a pour objectif de soutenir de créer des emplois verts, de renforcer les capacités et de développer une stratégie de financement adéquate.

Au niveau régional, le Sénégal a adopté :

- la Feuille de route pour la mise en œuvre du document final de la CEDEAO sur le genre, le changement climatique, et la réduction des risques de catastrophes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et
- le Plan d'action de l'Axe 2 de la Feuille de route du document final de la CEDEAO sur le Genre et Changement Climatique.⁸



Stratégies et politiques nationales

En outre, alignées sur le PSE:

- la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre 2016-2026 (SNEEG) vise à établir un environnement institutionnel socioculturel, juridique et économique propice à la réalisation de l'égalité de genre et à l'intégration de la perspective de genre dans toutes les institutions publiques centrales et décentralisées d'ici à 2026, et la
- la Stratégie Nationale pour l'Autonomisation Économique des Femmes (SNAEF) vise à libérer le potentiel de participation des femmes à l'économie en améliorant la participation des femmes à l'économie en tant qu'entrepreneures et salariées et en éliminant les obstacles structurels que les femmes et les filles rencontrent pour une participation égale à l'économie.



3. 3. Participation des femmes à la vie active au Sénégal

Bien que le gouvernement du Sénégal mette l'accent sur l'égalité des sexes, la réalité sur le terrain montre de grandes disparités en ce qui concerne les femmes et le travail au Burkina Faso.

Fort degré d'informalité :

Les femmes sont surreprésentées dans l'économie informelle. Au Sénégal, 97%,⁹ de l'économie est informelle et concerne environ 96,4 % de la population active, avec notamment l'agriculture (23,4 %), le commerce (22,4 %) et le secteur manufacturier (12,5 %).¹⁰

Entrepreneuriat féminin :

Les femmes occupent un rôle de premier plan dans l'entrepreneuriat au Sénégal. La proportion de travailleurs indépendants est plus élevée chez les femmes (73,7 %) que chez les hommes (56,5 %). La majorité des entreprises détenues par des femmes sont des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Ces entreprises appartiennent le plus souvent aux secteurs des services et de l'agriculture.¹¹

Accès limité au financement :

Il existe un gap d'accès au crédit estimées à 42 milliards de dollars (USD) sur le continent. Au Sénégal, (92 %) des micro-entreprises et (90 %) des petites entreprises connaissent des difficultés de financement.¹² Aussi, l'accès à un financement vert et la possibilité de mobiliser des ressources pour les acteurs du secteur privé restent très limités.

Travail de soins non rémunérés :

Plus de (90 %) de la population active chargée du travail domestique et de soins sont des femmes. En moyenne, elles passent 4 heures et 9 minutes par jour aux activités domestiques et à la garde des enfants, contre 30 minutes pour les hommes.¹³ Cet écart est encore plus prononcé dans les zones rurales où les femmes travaillent jusqu'à 12 heures par jour sur les tâches domestiques ou de soins non rémunérées.¹⁴



Méthodologie

Approche basée sur (i) l'analyse de l'environnement favorable en matière d'économie verte, (ii) l'identification et l'analyse des opportunités de l'économie verte dans des secteurs spécifiques, et (iii) contraintes, potentiel et participation aux opportunités de l'économie verte pour les femmes.

Cette étude se concentre sur quatre secteurs pour (i) leur pertinence pour l'économie du Sénégal, (ii) leur potentiel de création d'emplois verts avec une attention toute particulière portée sur les femmes et (iii) leur potentiel d'extension dans l'ensemble du pays.

Méthodes:

- Une recherche documentaire basée sur l'analyse de plus de 160 rapports et publications
- Des entretiens approfondis avec des experts thématiques, des institutions publiques, des acteurs économiques, des entrepreneures et entreprises féminines, de la société civile et d'autres acteurs
- En dernier lieu, un atelier de restitution a permis de valider les résultats de l'étude et de recueillir des recommandations pour améliorer la note.



Agriculture



Sylviculture



Énergie



Gestion des déchets

(y compris activités de réparation, recyclage et réutilisation)

4. Résultats de l'étude : Opportunités vertes pour les femmes au Sénégal

Aperçu des principales possibilités de création d'emplois verts pour les femmes dans la région couverte par la GMV pour chaque secteur clé.

Figure 2. Cartographie des opportunités d'emplois verts pour les femmes dans la zone d'initiative de la GMV au Sénégal.

Note: Ce tableau présente l'exercice de cartographie visant à identifier les opportunités d'emplois verts pour les femmes au Burkina Faso dans le contexte de la GMV. Une note globale est fournie sur la base de la note moyenne de chacune des trois catégories dans la "note d'opportunité" finale.

Secteur	Opportunités de l'économie verte		Taux d'activité des femmes dans l'économie verte						Environnement favorable				Score de l'opportunité	Gains rapides (oui/non)
	Agriculture écologique	Nouveaux produits et services	Qualifications		Type		Niveau d'emploi		Cadre stratégique et juridique	Contexte socio-culturel	Existence de bonnes pratiques	Organisations de soutien		
			Faibles	Élevées	Employé	Indépendant	Actuel	Projeté						
Sylviculture 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Agriculture 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Énergie 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Gestion des déchets 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui

● Faible ● Moyen ● Élevé



Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr

De l'emploi vert à l'entrepreneuriat vert

L'étude a permis d'identifier un potentiel important de création d'emplois pour les femmes dans les quatre secteurs clés qui sont essentiels à la réussite de l'initiative de la Grande Muraille Verte.

À court terme, la plupart des opportunités d'emplois verts se présenteront par le biais des entreprises créées et dirigées par les femmes dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la gestion des déchets, de l'économie circulaire et des énergies renouvelables.

4.1 Sylviculture



Ce secteur présente des opportunités prometteuses pour la création d'emplois verts pour les femmes.

Les produits forestiers non ligneux offrent de nombreuses opportunités hautement valorisées (karité, acacia, moringa et baobab) qui restent à développer et auraient besoin d'un soutien actif (financement, recherche et développement, et marketing) pour exploiter pleinement leur potentiel. Les efforts de restauration des écosystèmes ont un potentiel de création d'emplois, avec près de 40 emplois par million de dollars USD investi, ce qui fournirait un filet de protection sociale aux familles rurales à faibles revenus.

Les pépinières offrent un bon potentiel de création d'emplois pour les femmes, et leur permettent de renforcer les connaissances locales sur les espèces endémiques de leur zone

géographique, tout en augmentant le taux de réussite des plantations qui sont réalisées dans des conditions et climats semblables.

L'écotourisme offre un potentiel immense de développement durable, mettant en avant la richesse du patrimoine naturel et culturel du pays. La promotion active du développement de l'écotourisme pour des voyages responsables pourrait offrir des opportunités d'emplois pour les femmes dans le secteur formel.

4.2 Agriculture



La plupart des opportunités sont étroitement liées au secteur de l'agriculture, qui est dominé par l'agriculture de subsistance correspondant à des opportunités d'emplois verts peu valorisés.

Les meilleures opportunités ont tendance à concerner l'amont de la chaîne de valeur, avec un potentiel élevé pour la création d'emplois dans les activités liées aux intrants (intrants, utilisation rationnelle de l'eau, fourrage), ou l'aval de la chaîne de valeur, avec les activités liées à la transformation (conserves, transformation des déchets organiques en énergie), ou à la commercialisation (emballage, entreposage, transport et marketing).



4.3 Énergie



L'accès à l'énergie est un prérequis important à la création d'emplois verts dans les autres secteurs et chaînes de valeur, comme l'agriculture et les services.

Pour les emplois verts, le potentiel dans les domaines de la bioénergie et de l'accès aux combustibles propres, et dans une moindre mesure à l'énergie solaire, est **relativement élevé**. Cependant, le potentiel le plus important pour développer les emplois verts pour les femmes se situe dans les chaînes de valeur connexes et l'accès à l'énergie.



Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr



Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr

4.4 Waste Management



La gestion des déchets au Sénégal offre des opportunités prometteuses d'emplois verts pour les femmes dans différents sous-secteurs, notamment avec les activités de compostage, car les femmes sont déjà fortement impliquées dans les pratiques d'agriculture durable connexes.



Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr

5. Perspectives

1 Préparer les entrepreneures à l'économie verte

- Promouvoir la présence des femmes dans les secteurs des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.
- Mettre en œuvre des stratégies et des politiques actives du marché du travail, avec une attention toute particulière portée sur l'acquisition de compétences et la reconversion professionnelle des femmes.
- Développer les réseaux et associations d'entreprises de femmes dans les secteurs de l'économie verte à prédominance masculine qui présentent des obstacles importants pour les femmes (le BTP, l'énergie et les transports).
- Mettre en place des incitations pour aider les femmes à passer de l'économie informelle à l'économie formelle, et l'adoption de politiques et de programmes qui intègrent une dimension de genre pour encourager le travail des femmes dans les emplois verts et la création d'entreprises vertes.

2 Préparer les organisations et coopératives de femmes locales à l'économie verte

- Soutenir les organisations et coopératives de femmes, et accroître leurs capacités institutionnelles, notamment en les fédérant pour renforcer les négociations collectives, l'accès aux intrants, financements et marchés.
- Faciliter l'accès aux équipements qui permettent de gagner du temps et réduisent la pénibilité du travail pour que les femmes rurales passent moins de temps sur les tâches domestiques.
- Garantir le droit des femmes et des filles à la propriété (la terre).

3 Renforcer l'accès des entrepreneures aux financements verts

- Développer des produits financiers adaptés aux besoins des coopératives de femmes et des micro-entreprises détenues par des femmes, notamment à l'aide de solutions numériques pour accéder à des financements.
- Développer des structures pour soutenir l'inclusion financière des femmes et leur accès aux mécanismes de financement vert, améliorer l'accès des femmes, leurs connaissances et leur capacité à accéder à des processus complexes liés aux financements verts et recueillir des données désagrégées pour le suivi de l'accès des femmes aux financements verts.
- Favoriser la création de réseaux et la collaboration entre les femmes entrepreneures, des mentors et des employeurs potentiels dans l'économie verte, et établir des partenariats avec d'autres entreprises qui évoluent dans les secteurs clés pour créer des opportunités.



4

Réduire la pénibilité et charge du travail domestique et de soins non rémunérés réalisé par les femmes

- Militer pour une répartition équitable entre les hommes et les femmes des responsabilités domestiques et de soins, tout en encourageant les investissements dans les services et les infrastructures de soins et d'accueil des enfants, et mettre en place des politiques qui reconnaissent, réduisent et redistribuent le travail domestique et de soins non rémunéré. L'élimination des inégalités dans la répartition du travail domestique et de soins non rémunérés aura un impact significatif sur la capacité des femmes à accepter des emplois rémunérés, notamment dans l'économie verte.

5

Promouvoir les réseaux de femmes dans l'économie verte

- Améliorer la promotion des femmes et leur participation aux processus de prise de décision concernant l'élaboration et le contrôle des politiques de transition verte au niveau national.
- Renforcer les plateformes nationales existantes (Plateforme de l'économie verte, Coalition nationale de la Grande muraille verte, etc.) et impliquer les femmes pour faciliter et accroître la consultation, le contrôle et la coordination des actions pour les femmes et pour l'économie verte au niveau du pays. Cela garantira l'implication des parties prenantes (société civile, secteur privé, entrepreneuses, etc.).
- Militer et renforcer les capacités permettant d'améliorer les politiques et de garantir une application efficace des lois, de façon à créer un environnement favorable au développement des secteurs verts et inclusifs pour les femmes au Sénégal et dans la Grande Muraille Verte.

6

Encourager les emplois verts pour les femmes dans le contexte de la Grande muraille verte

- Développer et mettre en œuvre des projets qui éliminent les principaux obstacles auxquels font face les entrepreneuses et les femmes au sein des coopératives et organisations locales, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des énergies renouvelables.
- Concevoir des programmes qui offrent une aide à la fois financière et technique aux entreprises de l'économie verte dirigées par les femmes qui permettent de mobiliser des financements, par le biais de lignes de crédit conçues par les banques commerciales qui seront injectées dans les entreprises dirigées par les femmes, de fonds de garantie spécifiques, et de fonds souverains d'institutions gouvernementales et d'autres mécanismes financiers, pour exploiter les financements verts et les financements de l'action climatique.
- Mettre en œuvre des programmes de partenariat public-privé innovants, de façon à développer des produits de financement adaptés aux besoins des entreprises dirigées par les femmes.

La reconnaissance

Soutenu par la:



United Nations
Convention to Combat
Desertification



Notes

1. UNCCD (2020). *The Great Green Wall Implementation Status and Way Ahead to 2030*.
2. Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte (ASERGMV) (2023). Formulation des projets du programme intégrateur de la grande muraille verte (PIGMV)
3. ASERGMV, ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la transition écologique (2023). *Formulation des projets du programme intégrateur de la grande muraille verte (PIGMV)*
4. PAGE. (2015). L'industrie verte au Sénégal :Évaluation et perspectives de développement. Retrieved from https://www.unido.org/sites/default/files/2016-02/REPORT-SEN-EGAL_0.pdf
5. PAGE (2022b): *Document D'orientation Stratégique Pour La Relance Verte Au Sénégal. Partnership for Action on Green Economy*. Retrieved from: <https://www.un-page.org/static/6ce4699d5780c3f4ea4e94f7c1b8f545/2022-senegal-document-strategique-relance-verte-compressed.pdf>
6. République du Sénégal. 2022. *Document d'orientation stratégique pour la relance verte au Sénégal*
7. UNITAR (2018): *Cartographie des besoins et des capacités institutionnelles d'apprentissage en économie verte inclusive, Sénégal. Rapport final*. Retrieved from https://www.unclearn.org/wp-content/uploads/library/rapport_final_cartographie_besoins_apprentissage_en_econ_verte.pdf
8. ECOWAS CEDEAO & UN Women (2023). *Regional workshop on gender and green economy policies in West Africa*.
9. ILO & Government of Senegal (2022). *Strategie nationale integree de formalisation de l'economie informelle (snifei) et plan d'actions operationnel de transformation du secteur informel (paotsi) snifei 2022 -2026*.
10. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (2017). *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)*.
11. Ministry of Economy, Planning and Cooperation and the National Agency of Statistics and Demography of Senegal UN Women. (2022). *Etude sur la contribution de l'entrepreneuriat et du leadership féminins à la valeur ajoutée de l'économie sénégalaise : approche sexo-spécifique*.
12. PAGE (2022b)
13. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (2022) et ONU Femmes. *ENQUETE NATIONALE SUR L'EMPLOI DU TEMPS AU SENEGAL (ENETS)*
14. UN Women (2023). *A bottom-up approach to care policy and programming: the case of the 3r programme addressing unpaid care needs of rural women in Senegal*.

NOTE D'ORIENTATION TECHNIQUE

Opportunités de création d'emplois et entrepreneuriat pour les femmes dans la transition verte au Sénégal

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès dans la réponse apportée à leurs besoins partout dans le monde.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour parvenir à l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour veiller à l'application effective de ces normes et à ce que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le monde. Nous intervenons à l'échelle mondiale pour faire de l'ambition des Objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et nous soutenons la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en mettant l'accent sur cinq domaines prioritaires :

- renforcer le leadership des femmes et leur participation ;
- mettre fin à la violence à l'égard des femmes ;
- intégrer les femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité ;
- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- et placer l'égalité des sexes au cœur des processus de planification et de budgétisation au niveau national.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), adoptée en 1994, est le seul accord international juridiquement contraignant qui lie l'environnement et le développement à la gestion durable des terres.

L'objectif de la CNULD est de soutenir les pays et les communautés dans la réhabilitation, la conservation et la gestion durable des terres et des ressources en eau, afin d'améliorer les conditions de vie. Avec 197 parties, la CNULD réunit les décideurs, les scientifiques, la société civile et le secteur privé autour d'une vision commune et d'un cadre d'action visant à transformer la manière dont les ressources foncières sont utilisées et gérées afin de garantir des vies saines et des moyens de subsistance durables. Il est essentiel que ces efforts continuent à promouvoir l'égalité des sexes et des approches tenant compte des spécificités de chaque sexe en matière de contrôle et d'accès à la terre.

Photo Credit: © UN Women Africa, Flickr

